

Carte Blanche

Colère à tous les étages

21 décembre 2022



La hausse des prix de l'énergie perdure et s'aggrave. Elle engendre des conséquences dramatiques pour les citoyen·ne·s, en particulier les plus vulnérables : les factures sont impayables, se chauffer est un luxe, la douche chaude un privilège.

Une part de plus en plus significative de la population belge est habitée par la crainte de ne pas pouvoir faire face à ses factures de gaz et d'électricité. Les ménages aux revenus modestes s'inquiètent aussi désormais de voir arriver leur facture de régularisation. Sans parler des indépendants, des artisans, des associations, des PME... qui peinent à maintenir leurs activités à flot, ou encore des travailleurs des grandes entreprises, dont plusieurs sont en difficultés et pourraient décider de licenciements.

Après les craintes et la peur, c'est la colère que les consommateurs expriment. Ils refusent légitimement d'assumer la grave erreur de la libéralisation du marché de l'énergie, et de subir davantage les coups portés par la crise énergétique tandis que les producteurs d'énergie engendrent d'indécents surprofits.

La crise entame tous les jours un peu plus le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine ainsi que le droit à un logement décent. Le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie appelle au rassemblement de toutes les forces constructives pour poursuivre quatre priorités :

Immédiatement

1/ Taxer à 100% les surprofits réalisés par les géants de l'énergie

Ceux-ci profitent du contexte économique pour maximiser leurs bénéfices. En effet, depuis l'explosion du prix du gaz et de l'électricité amorcé en 2021 et le conflit armé en Ukraine, Engie, Luminus, TotalEnergies... ont réalisé de plantureux bénéfices. Il faut taxer à 100% ces surprofits indécents réalisés sur un bien de première nécessité.

Ces recettes doivent permettre déjà de donner de l'air à de nombreux ménages, de financer des mesures ambitieuses, et de rétablir l'équilibre : les citoyens n'ont pas à subir les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables, tandis que les responsables s'en mettent plein les poches.

Plus fondamentalement, il s'agira ensuite de réformer le mécanisme de formation des prix pour éviter de tels surprofits et réduire drastiquement le prix de l'électricité.

2/ Réguler les prix du gaz et de l'électricité

Contenir les prix du gaz et de l'électricité est un enjeu européen. Les Belges exigent du volontarisme de la part de leur gouvernement pour faire adopter, au niveau européen, les mesures qui les protégeront des coups portés par la crise énergétique.

Il n'est cependant pas nécessaire d'attendre les effets des décisions prises à l'Europe pour épauler les citoyen·ne·s. L'Etat belge doit agir. Il ne peut plus considérer la régulation des prix de l'énergie comme un tabou. Celle-ci doit profiter en premier lieu à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Prolonger et étendre temporairement le tarif social à tous les bénéficiaires de l'intervention majorée pour les soins de santé (BIM) est un premier pas. Il garantit à ces ménages le paiement de l'énergie à un prix décent. Mais il faut aller un pas plus loin : octroyer automatiquement et effectivement le tarif social aux personnes BIM et automatiser le droit au tarif social sur un critère de revenu.

LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE

3/ LIBÉRER RAPIDEMENT LES MOYENS NÉCESSAIRES À L'ISOLATION DES LOGEMENTS

Pour réduire la demande en énergies, une part importante des revenus de la taxation des surprofits, ainsi que des fonds publics considérables, doivent être mobilisés pour financer un plan massif d'isolation des bâtiments. Car prescrire la sobriété énergétique est indécent si on ne se donne pas les moyens de le faire.

Pour les ménages précaires, le système des primes n'apporte aucune solution ! Elles sont inaccessibles aux citoyen·ne·s qui en ont le plus besoin, celles et ceux logés dans des passoires énergétiques qui n'ont pas les moyens d'avancer les travaux. Si les primes ont pu être mobilisées par une partie des ménages, elles sont trop peu mobilisées par les bailleurs.

Un plan massif, ambitieux et ciblé sur les logements les plus énergivores doit être soutenu pour que les aides ponctuelles saupoudrées par les autorités ne se déperdisent plus à travers les toitures mal isolées, et pour poursuivre les objectifs de réduction de bilan carbone.

Ce plan sera nécessairement lié à l'encadrement des loyers. Interdire durant une année l'indexation des loyers des logements présentant une faible performance énergétique (PEB) est, encore une fois, un premier pas. Nous exigeons que cette interdiction et ses critères soient pérennes.

4/ SORTIR DE LA LIBÉRALISATION

Il y a quinze ans, la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité était décidée au niveau européen. Force est de constater qu'elle est inappropriée en termes de sécurité d'approvisionnement, d'accessibilité des prix et de réduction des productions de CO2. La libéralisation est un échec d'un point de vue juridique, social et environnemental.

Il faut dé-libéraliser le marché de l'énergie et poursuivre l'objectif d'une reprise en main publique de ce secteur stratégique et de ce bien de première nécessité.

